Gerhard Schilling, membre du comité «Médecins de famille Suisse», Co-directeur en chef de PrimaryCare

La gestion des priorités

…ou l'importance d'un écart de 150 Mio de francs

Médecins de famille Suisse
Association des Médecins de famille et de l'enfance Suisse

Entretemps, nous le savons tous bien (et la politique également): dans une Suisse hautement développée, les prestations de soins de base seront, en raison du manque de médecins de famille, mais aussi de personnel de soin, extrêmement précaires d'ici quelques années. Des soins médicaux primaires de haute qualité figurent en tête des besoins quotidiens essentiels et de la liste de priorités de la population, sondages à l'appui. Cela est également confirmé en permanence par des expériences à l'étranger, et plus d'un gouvernement a été limogé, car il ne portait pas suffisamment d'intérêt à ce besoin fondamental de la population et n'assurait pas les ressources nécessaires. L'exemple de la GrandeBretagne dans les années 90 en est un parmi tant d'autres.

Garantie des prestations de soins de base

Grâce à notre initiative populaire «Oui à la médecine de famille», nous, médecins de famille, avons porté ce thème en tête de l'agenda politique et, avec son Masterplan, le Conseiller fédéral Alain Berset a par bonheur saisi la balle. Tandis que les deux groupes de travail «Loi sur les professions médicales» et «Education et recherche» sont parvenus à des progrès plus qu'encourageants, avec satisfaction presque totale de nos revendications, le troisième groupe de travail «Financement et couverture en soins» peine encore considérablement, comme nous l'avions prévu. PrimaryCare a déjà dressé de nombreux rapports à ce sujet.
Certes, même dans le domaine financier, des progrès partiels ont été réalisés, mais les positions divergent encore profondément. Pour nous médecins de famille, le fonctionnement économique de nos laboratoires au cabinet médical en tant qu'instrument diagnostique quotidien est essentiel et le chapitre 40 de TARMED concernant la médecine de famille joue un rôle absolument central. Que cherchons nous donc à atteindre? La médecine de famille doit redevenir intéressante pour la relève dont nous avons urgemment besoin! Et sans investissements *supplémentaires* dans la médecine de famille, cet objectif est bel et bien irréalisable.

Le Masterplan et l'écart de 150 Mio de francs

Nous avons exposé notre demande des 350 Mio de francs supplémentaires indispensables de manière absolument compréhensible et transparente. Le calcul de ce montant se base sur les indices repères reconnus globalement, tels que le revenu de référence, la compensation du renchérissement, les dépenses justifiées, etc. et il ne s'agit pas de chiffres imaginaires. Comme les médias l'ont écrit, le Conseiller fédéral Berset est prêt à accorder 200 Mio aux médecins de famille. Ce qui représente, au vu des frais de santé globaux de 65 millards de francs, une faible différence de 150 Mio de francs pour un investissement durable et porteur d'avenir. En comparaison: rien que pour le projet informatique Insieme, la Confédération a gaspillé 150 Mio de francs.

Il aurait été possible d'investir 1 milliard pour les jeux olympiques

Observons de plus près les priorités de la Confédération. Pour la candidature des Grisons aux jeux olympiques, le Conseil fédéral était prêt à assurer l'accès à 1 milliard de francs dans les plus brefs délais, somme qu'il aurait mise à disposition sous forme de crédit d'engagement, alors que la viabilité du projet était très controversée.
La Confédération a pour mission de protéger sa population. Pour l'acquisition contestée d'avions de combat *Gripen*, ce sont 3 milliards de francs qui doivent être mis à disposition, bien que l'armée elle-même ne croie pas à une situation de menace dans les prochaines décennies. Les prestations de soins de base sont cependant bien réelles et menacées dans un avenir proche. Malgré tout, d'autres priorités sont apparemment observées.

Service public et agriculture

Personne ne doute du fait qu'une médecine primaire de haute qualité représente un service public. Cela est, par exemple, également reconnu et incontesté dans le domaine de l'agriculture. Cette dernière a reçu en 2012 plus de 3 milliards de subventions, dont la majeure partie sous forme de paiements directs. Cette somme représente 56% du revenu agricole. La question est alors légitime: quel problème posent les 150 Mio manquants destinés aux médecins de famille?

La médecine de famille mérite la priorité maximale!

Comme mentionné au début de cet article, des prestations de soins primaires basées sur la médecine de famille et de haute qualité sont essentielles pour la population. Il a été démontré que nous, médecins de famille, travaillons à moindres frais. Un effondrement de ce système éprouvé aurait donc des conséquences imprévisibles, surtout sur le plan financier. C'est pourquoi investir dans la médecine de famille est hautement profitable, totalement indispensable et judicieux. Le montant soumis à discussion n'est ainsi qu'une bagatelle!